

1999 :
Les lois
adoptées
(hors conventions
internationales)

25 janvier 1999

Loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution.

3 février 1999

Loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance.

23 février 1999

Loi relative au développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers.

18 mars 1999

Loi portant modification de l'ordonnance du 13/10/1945 relative aux spectacles.

19 mars 1999

Loi organique relative à la Nouvelle-Calédonie.

19 mars 1999

Loi relative à la Nouvelle-Calédonie.

23 mars 1999

Loi relative à la lutte contre le dopage.



Commission des finances
Vers une nouvelle
procédure budgétaire

L'examen de la loi de finances a naturellement constitué le temps fort de l'activité de la commission des finances. Avec un montant programmé de 1 724 milliards de francs pour l'année 2000, les dépenses de l'État ont fait, comme à l'accoutumée, l'objet d'une étude détaillée de la part de la commission, qui a désigné 44 rapporteurs spéciaux pour examiner, ministère par ministère, l'activité de l'ensemble des services "dépensiers".

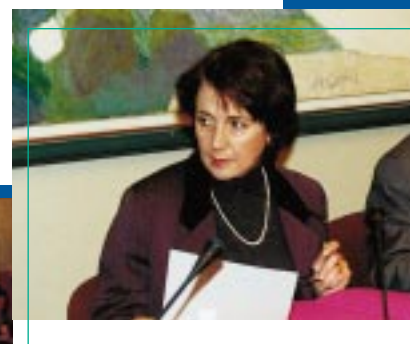
Mais l'activité de la commission s'est aussi affirmée de manière particulièrement dense en 1999, hors de la période budgétaire proprement dite, avec le contrôle permanent exercé par les rapporteurs spéciaux sur l'utilisation des crédits budgétaires. En témoignent notamment les rapports sur le coût de la guerre au Kosovo, les services des visas, l'accueil des étudiants étrangers ou encore le fonds de compensation de la TVA.

Par ailleurs, la commission aura mené une réflexion poussée sur l'évolution de la fiscalité avec, cette année, le rapport d'information rédigé par M. Jean-Pierre Brard sur la fraude et l'évasion fiscale.

La commission des finances aura enfin été au cœur de l'effort engagé pour renouveler la procédure budgétaire : en particulier, le président de la commission, M. Augustin Bonrepaux, a assuré avec, en 1999, M. Philippe Auberger, la co-présidence de la nouvelle mission d'évaluation et de contrôle (MEC), M. Didier Migaud, rapporteur général, y exerçant pour sa part le rôle de rapporteur.



M. Augustin Bonrepaux, président de la commission des finances, avec M. Didier Migaud, rapporteur général.



Mme Catherine Tasca, présidente de la commission des lois.

Commission des lois

Une année consacrée
à la justice
et à l'état des personnes

La participation de la commission des lois aux réflexions sur la justice et sa mobilisation en faveur des droits de l'Homme auront été, cette année, les moments les plus marquants de ses travaux.

Son implication en faveur de la justice s'est d'abord manifestée lors de la préparation de la loi du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale, puis avec l'examen du projet sur la présomption d'innocence. Sur le rapport de Mme Christine Lazerges, la commission a souhaité accroître les garanties des justiciables en matière de garde à vue et de détention provisoire. Dans le même sens, lors du projet de loi sur l'action publique, rapporté par M. André Vallini, la commission a soutenu la volonté du Gouvernement de mettre fin aux instructions individuelles adressées au parquet et d'ouvrir la possibilité de recours contre les classements sans suite.

Au chapitre des droits de l'Homme et de l'état des personnes, la commission a joué un rôle majeur, sous l'impulsion de sa présidente, pour l'adoption de la révision constitutionnelle sur la parité et de la loi instituant le PACS. A retenir enfin, le soutien que la commission a apporté à la proposition de loi de Mme Christiane Taubira-Delannon visant à assimiler la traite et l'esclavage à des crimes contre l'humanité.



29 mars 1999

Loi relative aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile.

30 mars 1999

Loi relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière.

15 avril 1999

Loi relative aux polices municipales.

26 mai 1999

Loi créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération".

8 juin 1999

Loi tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages.

9 juin 1999

Loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs.

9 juin 1999

Loi visant à inciter au respect des droits de l'enfant notamment lors de l'achat de fournitures scolaires.

1999 :
Les lois
adoptées
(hors conventions
internationales)

15 juin 1999

Loi relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux.

18 juin 1999

Loi relative à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des réseaux de transport publics de voyageurs.

23 juin 1999

Loi renforçant l'efficacité de la procédure pénale.

25 juin 1999

Loi relative à l'épargne et à la sécurité financière.

25 juin 1999

Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire.

2 juillet 1999

Loi portant règlement définitif du budget 1997.

8 juillet 1999

Loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale.



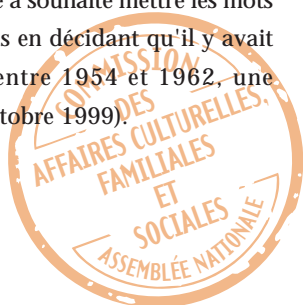
**Commission des affaires
culturelles,
familiales et sociales**

**La culture de
la solidarité**

Généralisation des 35h, couverture maladie universelle, chèques-vacances, lutte contre le dopage : la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a, en 1999, travaillé sur des dossiers d'une extrême diversité.

Dans le domaine culturel, c'est la réforme de l'audiovisuel qui vise à rénover en profondeur le service public mais aussi à mieux garantir le pluralisme du secteur privé, qui a été au centre de ses réflexions. Examiné en première lecture, ce texte reviendra très probablement devant la commission au cours de l'année 2000. En matière scientifique, la commission s'est consacrée au nécessaire resserrement des liens entre la recherche publique et l'entreprise à l'occasion de l'examen de la loi 12 juillet sur la recherche et l'innovation.

Pour le volet proprement social de son activité, la commission a d'abord souhaité contribuer à la lutte contre l'exploitation des enfants en reprenant à son compte la proposition de loi du Parlement des enfants sur l'achat des fournitures scolaires (loi du 9 juin 1999). Ensuite, dans un texte d'une grande portée symbolique pour les anciens combattants d'Afrique du Nord comme pour la mémoire collective, elle a souhaité mettre les mots en accord avec les faits en décidant qu'il y avait bien eu en Algérie, entre 1954 et 1962, une "guerre" (loi du 18 octobre 1999).



M. Jean Le Garrec, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, lors de l'audition de Mme Marie-Georges Buffet, ministre de la jeunesse et des sports



M. André Lajoinie, président de la commission de la production et des échanges.

**Commission de
la production et
des échanges**

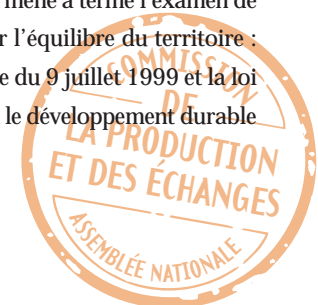
**Améliorer la vie
de tous les jours**

Porter plus d'attention aux problèmes rencontrés par les Français dans leur vie quotidienne : c'est autour de cette préoccupation civique que la commission de la production et des échanges a choisi d'organiser ses travaux en 1999.

Une réflexion a ainsi été conduite sur l'avenir des services publics à l'occasion de l'examen du projet de loi relatif à la modernisation du service public de l'électricité puis lors de la mission d'information sur l'application de la loi réglementant les télécommunications (rapport n°1735).

Autres illustrations de l'attention portée à la vie quotidienne : les débats conduits sur les textes relatifs aux nuisances sonores (loi du 12 juillet 1999), aux animaux dangereux (loi du 6 janvier 1999), ou encore aux dommages consécutifs à l'exploitation minière (loi du 30 mars 1999). La commission a également été attentive à la situation de nos bergers, victimes du retour des loups dans certaines zones rurales (rapport d'information n°1875).

Enfin, la commission a mené à terme l'examen de deux textes essentiels pour l'équilibre du territoire : la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 et la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999.



8 juillet 1999

Loi constitutionnelle relative à l'égalité entre les femmes et les hommes.

8 juillet 1999

Loi tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de 50 ans.

9 juillet 1999

Loi d'orientation agricole.

12 juillet 1999

Loi organique relative au statut de la magistrature autorisant le maintien en activité de certains magistrats.

12 juillet 1999

Loi modifiant l'ordonnance portant création des chèques-vacances.

12 juillet 1999

Loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances.

12 juillet 1999

Loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.

**1999 :
Les lois
adoptées**
(hors conventions
internationales)

12 juillet 1999

Loi sur l'innovation
et la recherche.

12 juillet 1999

Loi portant création de l'Autorité
de contrôle des nuisances sonores
aéroportuaires.

12 juillet 1999

Loi portant avenant à
la concession relative à la liaison
fixe à travers la Manche.

27 juillet 1999

Loi portant création
d'une couverture maladie
universelle.

18 octobre 1999

Loi consacrant l'expression
" Guerre d'Algérie ".

22 octobre 1999

Loi portant organisation
de la réserve militaire
et du service de défense.

25 octobre 1999

Loi portant habilitation
du Gouvernement à prendre
par ordonnances les mesures
législatives nécessaires
à l'adaptation et à l'actualisation
du droit applicable Outre-mer.

⌚

Commission des affaires étrangères

**Europe,
droits de l'Homme
et Kosovo**

Après l'adoption par le Congrès de la révision constitutionnelle ouvrant la voie à la ratification du Traité d'Amsterdam, la commission des affaires étrangères a examiné la loi de ratification proprement dite. Elle a saisi cette occasion pour rappeler avec force que la réforme des institutions communautaires était à ses yeux une condition préalable à un nouvel élargissement de l'Union.

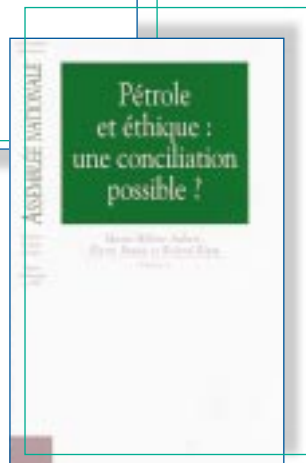
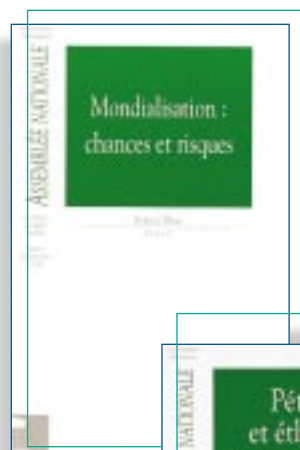
C'est ce même point de vue qu'elle a tenu à rappeler aux deux ministres des affaires étrangères ayant exercé au cours de l'année la présidence de l'Union, M. Fischer (Allemagne) et Mme Halonen (Finlande), lors de leur audition par la commission.

Accentuant son action pour une vie internationale plus respectueuse des droits de l'Homme, la commission a adopté deux rapports qui ont connu un écho particulier : le premier sur les activités des compagnies pétrolières à travers le monde - notamment Elf et Total - souligne la nécessité d'une modification de leur comportement ; le second relatif à l'impact de la mondialisation sur les pays en voie de développement a insisté sur les risques de déstabilisation que la globalisation des échanges présente pour leurs économies, toujours très fragiles.

Enfin, les débats au sein de la commission auront été naturellement dominés par le conflit au Kosovo, tout au long duquel elle a, en association avec la commission de la défense nationale, exercé un contrôle étroit sur l'action diplomatique et militaire du Gouvernement. (voir chapitre "l'Assemblée dans la vie internationale", p. 24-25).



M. Jack Lang,
président de
la commission
des affaires
étrangères,
en compagnie de
M. Vincent Cochetel
représentant
du H.C.R., ancien
otage en Ossétie
du Nord.



M. Paul Quilès,
président
de la commission de la défense
en conversation avec
M. Jean-Bernard Raimond.

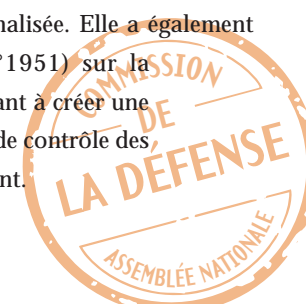
Commission de la défense

**Nouvelles missions,
nouveau contrôle**

L'action militaire de la France s'inscrit de plus en plus fréquemment dans le cadre d'opérations multinationales conduites loin de nos frontières. C'est pourquoi la commission de la défense s'efforce d'imaginer de nouveaux moyens de contrôler cette action plus lointaine et plus complexe.

La meilleure illustration en a été donnée lors de la crise du Kosovo. Depuis le déclenchement des frappes aériennes jusqu'à la mise en place de la KFOR, elle a procédé à l'audition hebdomadaire des ministres de la défense et des affaires étrangères. Elle a également pris l'initiative d'un rapport d'information synthétisant tous les enseignements politiques et militaires à tirer de ce conflit. Autre exemple de cette réflexion à long terme, le rapport de M. Paul Quilès (n°1495), président de la commission, qui a étudié de manière prospective les évolutions prévisibles et croisées de l'OTAN et de la construction d'une Europe de la défense, à l'horizon 2010.

La commission a également veillé à la poursuite de la modernisation de notre outil de défense. Elle a examiné et amendé en profondeur un projet de loi sur les forces de réserve, complément indispensable au bon fonctionnement d'une armée professionnalisée. Elle a également déposé un rapport (n°1951) sur la proposition de loi, tendant à créer une structure parlementaire de contrôle des activités de renseignement.



⌚

10 novembre 1999

Loi portant réforme
du code de justice militaire.

15 novembre 1999

Loi relative au pacte civil
de solidarité.

22 novembre 1999

Loi portant sur diverses
professions relevant du ministère
de la justice.

9 décembre 1999

Loi portant ratification
d'ordonnance relatif à l'Outre-mer.

16 décembre 1999

Loi portant habilitation à
procéder par ordonnance à
l'adoption de la partie législative
de certains codes.

28 décembre 1999

Loi portant ratification
d'ordonnance relative à l'Outre-mer.

28 décembre 1999

Loi relative aux activités physiques
et sportives.

1999 : Les lois adoptées (hors conventions internationales)

28 décembre 1999

Loi relative à la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

29 décembre 1999

Loi relative à l'assurance maladie de professions agricoles en Alsace Moselle.

29 décembre 1999

Loi relative à l'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers.

30 décembre 1999

Loi portant création de la chaîne parlementaire.

30 décembre 1999

Loi de finances rectificative pour 1999.

30 décembre 1999

Loi de finance pour 2000.

19 janvier 2000*

Loi relative à la réduction du temps de travail.

* Adoption définitive en 1999, promulgation en 2000

Commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale

Assurer l'avenir des mutuelles étudiantes

Le 4 mars 1999, l'Assemblée adoptait la proposition de résolution créant une commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale. Présidée par M. Alain Tourret, la commission s'est donnée pour objectif d'analyser les problèmes communs à l'ensemble des mutuelles.

Identifiant la stratégie de diversification conduite par les mutuelles comme la principale cause de certains abus, la commission a proposé trois axes d'action : recentrage de leur activité sur leurs missions premières, revalorisation de l'éthique mutualiste, retour à un fonctionnement plus démocratique. Au terme de cette démarche, le rapport (n°1778) élaboré par M. Philippe Nauche souligne également la nécessité de préserver le rôle des mutuelles étudiantes dans le système de protection sociale.



Commission d'enquête sur l'influence économique des sectes

Alerter sur l'influence financière des sectes

De plus en plus, les sectes apparaissent comme des organisations mercantiles, exploitant les zones d'ombre de notre droit pour asseoir, par leur emprise psychologique, une inquiétante puissance économique. Voilà pourquoi, le rapport (n°1687) présenté par M. Jean-Pierre Brard à l'issue des travaux de la commission d'enquête, présidée par M. Jacques Guyard, s'attache prioritairement à la dissipation de ces zones d'ombre. Le renforcement de la transparence comptable des associations, la rénovation des procédures en matière de fraude fiscale (la dette fiscale des sectes dépasserait 500 millions de francs), enfin la création de postes de magistrats spécialisés, apparaissent aujourd'hui comme les conditions indispensables d'une lutte plus efficace contre les dérives des sectes.



Commission d'enquête sur l'organisation des forces de sécurité en Corse

Le droit à la sécurité

La commission d'enquête sur "l'organisation des forces de sécurité en Corse" a été créée le 19 mai 1999. Elle a conduit ses travaux sous la présidence de M. Raymond Forni.

Après avoir pointé les dysfonctionnements des services de sécurité dans l'île, le rapport (n°1918), confié à M. Christophe Caresche, a proposé plusieurs pistes d'action : affectation prioritaire d'agents administratifs expérimentés en Corse, rattachement des Préfets aux services du Premier ministre, création enfin de postes de directeurs départementaux à la sécurité.



Commission d'enquête sur le DPS

Une nécessaire vigilance

Depuis sa création il y a 14 ans, le Département Protection Sécurité a été cité à l'occasion de nombreux troubles à l'ordre public. L'Assemblée a donc décidé, le 9 décembre 1998, la création d'une commission d'enquête pour examiner la véritable nature d'un organisme présenté par le Front national comme un service d'ordre classique.

Après avoir examiné les incidents auxquels le DPS avait été associé, la commission présidée par M. Guy Hermier, dans le rapport (n°1622) rédigé par M. Bernard Grasset, a conclu que sous l'apparence d'un service d'ordre, il présentait en fait les traits d'une organisation paramilitaire se livrant à des activités de surveillance illégales.



Commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels et leurs conséquences sur l'emploi

Responsabiliser les entreprises

Comment faire en sorte que les importantes aides publiques versées aux entreprises privées se traduisent par un réel effort de la part de celles-ci pour maintenir l'emploi et se convertir à un comportement plus "civique" ? Pour répondre à cette question l'Assemblée créait le 9 décembre 1998 une commission d'enquête, dont la présidence était confiée à M. Alain Fabre-Pujol.

Le rapport (n°1667), rédigé par M. Daniel Paul, dégage plusieurs pistes d'action : création au sein des chambres régionales de comptes de sections spécialisées dans le suivi des aides publiques, introduction de clauses sociales dans les marchés publics, attribution enfin de parts sociales aux comités d'entreprise afin que ceux-ci disposent de toutes les prérogatives de surveillance des actionnaires.

